

ont pourtant mis en évidence le fait qu'au temps de la colonie, l'imposition du système de droit du colonisateur n'est pas motivée par le besoin de réguler ces sociétés puisque les colons rencontrent des sociétés relativement organisées et pacifiées. Les fondements de cette imposition se trouvent ancrés dans le projet de consolidation de l'État-nation, lequel passe par la neutralisation des pluralismes normatifs, juridiques et identitaires. L'accomplissement de cette mission en est particulièrement facilité par les politiques d'autochtonisation que les systèmes coloniaux anglo-saxons ont instaurées dans leurs colonies, mieux connues sous le principe de l'*indirect-rule* britannique. L'emploi de ressources autochtones chargées de remplir des fonctions dévolues à l'État a toujours constitué un puissant mécanisme de colonisation et de reproduction de l'ordre étatique.

En dépit de ses limites, l'ouvrage de Jean-Pierre Sawaya ne manque pas d'intérêt. Les nombreux documents d'archives mobilisés dans cette étude sauront attirer l'attention des chercheurs en quête de sources primaires permettant d'étayer leur compréhension de l'histoire passée et contemporaine de la gestion de l'ordre dans les communautés autochtones.

Marc-Urbain Proulx, *Regards sur l'économie des collectivités autochtones du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, 98 pages.

Recenseuse : *Katia Iankova*
University of Greenwich

Ce livre s'inscrit dans les meilleures traditions des études économiques classiques et, par sa nature et son envergure, est le premier du genre publié au Québec, englobant la totalité des 54 communautés autochtones de la province. Par ce fait, il est particulièrement intéressant et précieux pour tous les collègues qui vont étudier ultérieurement ce sujet. En effet, il servira sans doute de référence de base pour les analyses économiques, qu'elles soient des études de cas ou des analyses sectorielles, reliées aux réalités économiques autochtones au Québec.

S'appuyant sur les recensements et les données de Statistique Canada de 2001 et 2006, les données sont traitées en soulignant les dynamiques et les tendances temporelles économiques autochtones. Puisqu'il est paru en 2012, ce livre n'inclut pas les toutes nouvelles données du recensement de 2011, ce qui pourrait nous donner une compréhension encore plus riche et complète des ces tendances. Le présent ouvrage est divisé en 7 chapitres, chacun discutant un problème particulier que l'auteur juge essentiel quant à l'évolution économique des autochtones.

La première partie du livre est dédiée aux conditions générales contemporaines auxquelles les autochtones font face—entre autres, la faiblesse des revenus, la pauvreté dans laquelle certaines communautés vivent, les disparités économiques et sociales entre les membres des communautés, le taux de natalité et le niveau de formation des communautés. Ces facteurs sont comparés et analysés pour faire ressortir le caractère et le profil socioéconomique de chaque communauté. Plusieurs tendances sont observées, notamment la localisation géographique des communautés autochtones, de proximité ou

d'éloignement aux centres urbains, et les incidences sur leurs économies, les transformant en deux réalités, « rurales » et « urbaines », très différentes. Ce leitmotiv apparaît à plusieurs reprises dans les chapitres de ce livre. Le rapport avec la terre et le traitement des ressources naturelles, les négociations historiques avec les gouvernements provincial et fédéral sont d'autres fils conducteurs. La gouvernance autochtone, les ententes historiques de la Paix des braves et de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, thèmes très discutés dans la littérature autochtone, sont ici abordées sous l'angle des retombées économiques pour les communautés bénéficiaires, tels des projets miniers, forestiers, hydroélectriques et touristiques de grande envergure dont les revenus ont enrichi les nations.

L'intégration des facteurs tels que le degré et la diversité des secteurs d'éducation, la diversité au niveau industriel, la disponibilité des logements publics et privés, la capacité d'innovation et le style de gouvernance sont utilisés dans la deuxième partie du livre pour évaluer la maturité économique des communautés et observer les tendances de groupe. Cela est fait encore une fois dans une perspective géographique de proximité-éloignement des marchés principaux et en prenant en compte l'ouverture des autochtones à ces derniers. Un diagnostic socioéconomique à partir des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour le développement est fait pour la totalité des nations.

Une nouveauté que cette recherche apporte aux études autochtones est la définition du caractère des économies autochtones du Québec, en les apparentant à des économies de type socialiste. Malgré la présence du secteur privé et de son développement dynamique, les projets économiques majeurs et prédominants sont de caractère communautaire ou coopératif — le premier fortement centralisé et contrôlé par les gouvernements autochtones, soit indépendamment, soit en partenariat avec les gouvernements provincial et fédéral. Quant aux coopératives, c'est une tradition historique des autochtones canadiens, mais qui est particulièrement prononcée chez les communautés du Moyen et du Grand Nord québécois. Ces deux modèles de partage et de communautarisme d'un côté et de centralisation économique étatique de l'autre côté sont très particuliers et font que les autochtones eux-mêmes appellent parfois, en plaisantant, leurs économies « communistes ». Les points positifs et négatifs de ces modèles pour le développement socioéconomique des communautés autochtones pourraient être un sujet de recherche futur très fructueux. Dans ce livre, l'auteur fait ressortir les différences culturelles des sociétés non autochtones et autochtones en comparant les logiques économiques capitaliste et socialiste. Sans prétendre à l'exhaustivité, l'auteur a souligné cette différence fondamentale et, partant de ce point, a analysé les activités industrielles en tenant compte du contexte social et culturel des communautés.

Un autre mérite du livre est que l'auteur y a introduit de nouvelles variables d'analyse économique de caractère social et psychologique. Il s'agit du niveau d'ouverture envers le monde extérieur non autochtone, de l'importation des idées et des savoirs novateurs et de la capacité d'élargir les réseaux entrepreneuriaux. L'auteur les utilise pour ensuite évaluer le degré de succès et la diversification des structures des entreprises autochtones. Cette ouverture—ou, au contraire, cette fermeture—est mesurée en termes de mobilité des autochtones

entre les communautés elles-mêmes et les centres urbains immédiats et le nombre de partenariats autochtones/allochtones créés dans les deux périodes de recensement.

Les savoirs traditionnels concernant le traitement des ressources naturelles et l'approche durable trouvent aussi une place particulière dans ce livre—l'exemple du « jardinage forestier », traitant la forêt par coupe en damier par opposition à la « coupe au blanc » classique, est une illustration éloquentes à ce propos. C'est un accent qui mérite d'être approfondi pour des études futures abordant les savoirs traditionnels et le dé-

veloppement économique durable des communautés indigènes au Québec et au Canada.

Pour conclure, cet ouvrage produit par un économiste (avec l'aide de ses assistants de recherche, mentionnés dans le texte) utilisant des méthodes économétriques est écrit et se lit avec une telle clarté et légèreté qu'il est à recommander à tous les universitaires et aux étudiants de sciences sociales et humaines, ainsi qu'au grand public, pour une lecture de fond concernant les économies des autochtones du Québec d'aujourd'hui.